

Un Mali en cache toujours un autre

La plupart des Etats qui ont des intérêts dans la région proclament, par les voies diplomatiques et politiques, leur attachement à l'unité territoriale du Mali, à sa souveraineté, à l'intangibilité de ses frontières.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Pourtant, le Mali ne sera plus comme avant, c'est une autre configuration qui sortira des conciliabules actuels. Il y a, assurément, anguille sous roche. Au désert, ça serait plutôt un serpent disséminé dans le sable.

Au commencement était donc le président Touré. ATT, comme le désignent les Maliens, a été renversé un mois, seulement, avant la tenue d'élection présidentielle qu'il ne voulait, ni ne pouvait zapper ou frauder.

Le capitaine Sanogo, inconnu au... bataillon, c'est le cas de le relever, se proclame chef suprême des armées et de tout le Mali. Azawad, mouvement targui indépendantiste depuis longtemps, ne résiste pas à la tentation et annonce, unilatéra-

lement, la libération de toutes les étendues targuies. Immenses. Et sans doute, immensément riches. L'une d'elles, au Niger, est contrôlée par la France par le biais d'Areva, par l'uranium. Il n'y a pas que cela, au demeurant. Un deuxième acteur, puissant, nuisible, féroce, surarmé, argenté, occupe aussi le terrain au Mali. C'est Aqmi. Islamo-terroriste de son état, Belmokhtar et les siens ont non seulement pris une partie du territoire mais se sont avérés plus forts que l'Azawad qu'ils ont chassé de là où ils ne voulaient pas qu'il reste.

Azawad est, certes, sommé de rejoindre la «mère-patrie», le Mali, mais n'est pas, pour autant, déclaré ennemi public. Le dialogue avec les Touareg du Mali est ouvert et est même la solution privilégiée pour toute solution au dossier malien. Les

USA, qui sont là où est Al Qaïda, ne rejettent pas par principe l'indépendance Azawad, ils sont en contact régulier avec les Touareg. Demain, peut-être, qui sait, faut-il donner vie à un Etat viable au Sahel, dans tout le Sahel.

L'Algérie, pays pivot dans la région, sahélien par une grande partie de son territoire, targui pour bon nombre de ses habitants, saharien par sa géographie, africain par culture, politique et civilisationnellement, notre pays est au centre de tout. Le pire dans le rapport de force actuel peut lui avoir été prescrit.

Un Etat saharien ou sahélien était, déjà, évoqué par la France du temps de l'occupation de l'Algérie. Le projet, du moins des facettes du projet, a été soumis à la délégation du GPRA à Evian.

La riposte, célèbre et géniale de Saâd Dahlab pour sauvegarder le Sahara, est d'ailleurs consignée dans les minutes des négociations d'Evian. Il ne serait pas malvenu de consulter les archives pour comprendre les

enjeux actuels. Le Mali donc n'est plus, ne sera plus celui d'avant. On nous dit, présentement, que l'ordre constitutionnel est rétabli alors même que le président élu est obligé d'annoncer sa démission.

C'est à un autre, président de l'Assemblée, qu'est échue la mission d'organiser les élections. Sans ATT. Sans Sanogo.

Pourquoi faire simple lorsque le compliqué est possible. Danger aux frontières de l'Algérie. Danger en Algérie. Petit rappel, tout de même.

A l'Est, la Tunisie n'est plus celle d'antan.

A l'Ouest, notre voisin qui ne nous veut que du bien, les frontières avec la Libye et avec le Mali pas sûres du tout, serions-nous devenus, comme le Jérusalem de Adamo, coquelicot sur un rocher.

Différence : le coquelicot de Adamo est défendu par l'une des plus grandes puissances du monde, Israël, soutenue par toutes les puissances qui comptent.

A. M.

OUYAHIA : «Nous faisons tout pour libérer nos otages»

«Nous faisons tout pour libérer nos otages» au Mali. C'est ce que le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a déclaré lundi soir, à l'hôtel El Aurassi, à l'issue d'une rencontre avec le Forum des chefs d'entreprises (FCE) à laquelle il participait en tant que secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND).

Mais une déclaration, néanmoins, laconique, même si le leader du RND a, évidemment, affirmé que son parti condamnait la prise en otages des membres de la mission consulaire algérienne à Gao.

C. B.

Le Sahel : un Waziristan bis ?

Le Sahel avec ses problèmes est sous les projecteurs de l'actualité. Pour les chancelleries et pour certains hommes d'Etat et politiciens d'Afrique en particulier, il est une source de préoccupation et de soucis. En fait, cette situation n'est ni nouvelle ni inattendue. Le cliché touristique de «l'homme en bleu juché sur un chameau», comme la représentation folklorique et pittoresque des Touareg, hommes et femmes dansant au rythme du «tindi», est à reléguer au dépôt des accessoires usagés. Le Sahel, espace oublié de Dieu et abandonné par les gouvernements, est une zone aux confins vagues et incertains, un désert exceptionnellement dur, dans lequel des hommes survivent en errant dans la plus extrême pauvreté ; on y meurt toujours de famine ou d'une de ces maladies épidémiques qui, sous d'autres cieux, ont été éradiquées, il y a longtemps. Le Sahel, c'est malheureusement aussi, une région de crises politiques graves dont les origines sont lointaines, un lieu de tensions raciales et religieuses exacerbées par les découpages territoriaux et les tracés frontaliers que les puissances colonisatrices ont laissés comme autant de champs de mines et de bombes à retardement. Le Sahel est donc propice aux insurrections violentes ; il s'y dessine, en outre, un large front de conflits armés sanglants. L'anarchie y est devenue structurelle, l'insécurité est endémique et la corruption atteint des records.

Des milliers de pauvres gens fuient ces lieux dangereux ; les déplacements de populations vers les pays limitrophes se suivent et se ressemblent. Il n'y a dès lors rien de surprenant à ce que le Sahel soit devenu une des plus grandes plaques tournantes des mafias, et le carrefour où se croisent tous trafics transfrontières de stupéfiants, d'armes et de cigarettes. Les problèmes du Sahel sont nombreux, divers et incontestablement ardu à résoudre. Les solutions — quand elles existent — sont évidemment différentes pour chaque problème et pour chaque question. Aujourd'hui, les pays du Sahel dits Etats «du champ», selon une expression «diplomatique» apparemment nouvelle, sont interpellés par toute une série d'événements graves survenus de manière soudaine et concomitante au

Mali. Il s'agit, en l'occurrence, d'un coup d'Etat militaire, d'une insurrection armée conduite par un mouvement de libération nationale, de la proclamation d'un nouvel Etat dit de l'Azawad, de l'incroyable regain d'activisme de quelques bandes de terroristes islamistes qui se réclament soit d'Al Qaïda, soit d'Aqmi, soit du dernier-né, le Mujao, et enfin de l'enlèvement et la séquestration par des hommes armés de sept fonctionnaires du consulat de l'Algérie à Gao.

Si le putsch des capitaines maliens s'est rapidement et heureusement résorbé, c'est grâce à quelques chefs d'Etat de la Cedeao, organisation régionale créée en 1975 et qui compte quinze pays anglophones, francophones et pour certains d'entre eux, lusophones. A l'origine organisation simplement économique, la Cedeao a pris une dimension politique et militaire ; elle dispose en effet de l'Ecomog (1990), c'est-à-dire d'un état-major conjoint et d'un corps de troupes prêtes à intervenir. Notre UMA, dont la création date de 1989, est hélas encore à ses premiers balbutiements... La Cedéao a surtout d'excellents négociateurs et médiateurs puisqu'en quelques jours, elle est parvenue, en permettant d'une part à A.T. Touré — qui a démissionné en bonne et due forme —, d'autre part aux officiers putschistes — qui sont amnistiés — de «sauver leur face», ou comme on dit en arabe, d'avoir un peu «d'eau pour le visage» ; elle a en plus réussi à faire rétablir l'ordre constitutionnel et remettre en marche le processus démocratique. L'enlèvement n'a pas eu lieu, le sang n'a pas coulé : c'est assez rare et c'est pour cela qu'il fallait souligner le succès de la Cedeao, dans cette affaire.

Reste à comprendre le pourquoi et le comment de l'insurrection des Touareg ! D'aucuns diront peut-être que ce n'est pas quelque chose de nouveau. C'est à la fois vrai et inexact. C'est vrai dans la mesure où les Touareg du Mali sont en état d'insurrection ouverte ou latente depuis le début des années 1960, c'est-à-dire depuis la proclamation de l'indépendance des Etats africains. A cet égard, l'Algérie a plus d'une fois joué un rôle de médiateur entre le gouvernement malien et ces Touareg. On parlait lors de ces médiations, bons offices ou tentatives de réconciliation, de décentralisa-

tion, d'autonomie de gestion, de développement local, de dignité, de respect des traditions, d'intégration dans l'armée, d'une plus grande participation à la gestion des affaires publiques, etc. Des accords, baptisés parfois «pactes», ont été signés par les parties, sous l'égide de nos médiateurs qui ont toujours été des personnalités de haut rang. A chaque fois, on croyait en avoir fini avec la question touarègue. En vérité, tous les accords et pactes n'ont pour la plupart vécu que ce que vivent les roses, l'espace d'un matin ; le sang a ensuite souvent coulé, lors de tueries horribles. Mais cette fois-ci ce qui est nouveau dans l'actuelle insurrection armée, c'est le quasi-effondrement de l'Etat malien désorganisé et rongé par la corruption, l'apparition de troupes touarègues dotées de 4X4 et d'armes lourdes en quantités importantes, et qui ont pris avec une rapidité déconcertante les chefs-lieux des trois provinces du Nord, soit la moitié de la superficie totale du Mali, et enfin la présence de redoutables commandos de terroristes, dont on semble connaître avec force détails tous les sigles et même, paraît-il, l'état civil complet des chefs de bandes... Et il y a quelque part, aussi, la prise de conscience qu'il existe dans cette partie du Mali, un groupe humain qui a une unité et une identité ethnique, linguistique et religieuse, laquelle identité fait sa différence avec la majorité de la population de ce pays. Ce particularisme est au demeurant à la source des ostracismes, des conflits et des pogroms qui ont lieu périodiquement. Mais ce qui laisse perplexe, c'est l'indifférence vis-à-vis des Touareg de ce qu'on appelle la communauté internationale ; il n'y a rien ou si peu sur les Touareg tant à l'ONU et ses satellites ; il n'y a rien ou si peu dans la presse de grande diffusion ; et les ONG, si promptes à s'enflammer pour les Erythréens ou les Sud-Soudanais, sont aux abonnés absents. On ne parle à propos des événements au Mali que du péril islamiste ! Les Touareg du Mali finiront-ils comme les Indiens d'Amérique, une peuplade en voie d'extinction, parquée dans des «réserves» ? Quand par extraordinaire on parle d'un Etat Azawad, c'est tout de suite pour lui dénier le droit d'exister, en vertu d'un principe de la Charte de

Par Zineddine Sekfali

l'OUA, celui de l'intangibilité des frontières héritées du colonialisme. Sauf que ce principe n'a pas été un obstacle pour détacher l'Erythrée de l'Ethiopie, ni le Sud-Soudan du Soudan. En fait, rien n'interdit de penser que la règle de l'intangibilité des frontières n'a, tout compte fait, été instaurée que pour prévenir et empêcher les différends et conflits «inter-étatiques» qui auraient pu naître entre deux Etats, l'un voulant agrandir son territoire au détriment de l'autre. Et puis dites, ô vous invoquant sans cesse le droit international, qu'avez-vous fait du droit des peuples à l'autodétermination ?

On terminera ces quelques réflexions et observations générales, en regrettant que bien que disposant d'un état-major commun installé à Tamanrasset en avril 2010 et d'un service centralisé du renseignement dont le siège est à Alger depuis septembre de la même année, les quatre pays du champ peinent à éradiquer le terrorisme intégriste et le grand banditisme, qui sont en train de transformer le Sahel en une sorte de Waziristan invivable. En tout cas, on n'a pas vu venir ou prévenir ni le rapt de trois étrangers à Tindouf, ni l'attentat à l'explosif contre une structure militaire à Tamanrasset, ni le rapt à Gao de sept diplomates ; quant à «Belaouar» qu'on signale tantôt en Libye tantôt à Gao, il court toujours, non à dos de chameau mais à bord de 4X4 rapides mais plus faciles à détecter que les camélidés. Il est clair que si les «Etats du champ» veulent réellement en finir avec la menace terroriste et la criminalité transfrontière qui pourrissent le Sahel et les pays voisins, il leur faudra vite frapper fort, là où il faut, ensemble, en toute sincérité et avec une confiance mutuelle. Viendra ensuite le traitement économique et social de la contrée. Faute de quoi, d'autres pays le feront à notre place et chacun sait ce qu'il en coûtera à nous tous. On déplorera en dernier lieu, l'incompréhensible confusion médiatique et les rumeurs les plus insensées provoquées par la fausse nouvelle de la libération des diplomates enlevés, nouvelle qui a fuité le 7 avril. La communication publique a, de ce point de vue-là, été nulle.

Z. S.